

Métropole-Département : une fusion aux airs d'Arlésienne

Le gouvernement n'enclenchera pas le processus avant des municipales à haut risque...

Doucement mais sûrement, la fusion Métropole-Département est en train de devenir une Arlésienne. Un bouleversement institutionnel promis comme le grand soir qui, au final, tarde à se concrétiser. Et l'horizon d'une réalisation pour 2021 semble s'éloigner.

Retour en arrière. Avant et après son élection, Emmanuel Macron promet de fusionner les Bouches-du-Rhône et Aix-Marseille-Provence pour obtenir, notamment, une masse critique financière. L'idée fait son chemin jusqu'en septembre 2018: le gouvernement missionne le préfet Pierre Dartout pour rendre un rapport mi-novembre. Au même moment, le président LR de la Métropole Jean-Claude Gaudin passe la main à Martine Vassal, sa première vice-présidente LR et patronne du Département. Une double casquette censée faciliter l'opération.

"Avant l'été"

Premier couac: mobilisé sur la crise des gilets jaunes, le préfet ne rend son avis qu'en décembre 2018. Second couac: le gouvernement attendra mars pour le réceptionner officiellement... En tout cas, vu de Paris, le constat est clair. "Il faut que la Métropole évolue. Pour des raisons parfois un peu diverses, elle



Depuis la visite d'Édouard Philippe et Jacqueline Gourault en avril, le gouvernement n'a toujours pas tranché. /PHOTO DAVID ROSSI

ne donne pas satisfaction", juge alors Jacqueline Gourault. Mi-avril, la ministre de la Cohésion des territoires et le Premier ministre débarquent à Marseille pour "consulter". Verdict? "Avant l'été."

L'été est venu et ne nous voilà pas plus avancés. Interrogés par *La Provence*, les services de Matignon et du ministère de la Cohésion des territoires n'ont pas donné suite. La présidente LR des deux institutions a aussi relancé le Premier ministre. Sans obtenir

de réponse satisfaisante. "Ça risque d'être court pour 2021 si on ne le fait pas tout de suite", concède Martine Vassal. Le Premier ministre nous avait dit qu'il ferait une réponse avant l'été mais compte tenu des échéances électorales, ça me semble compliqué."

En mai, la présidente de la Métropole avait pourtant tenté de faire pression sur le gouvernement avec le gel des discussions sur les "documents stratégiques". À commencer par le Programme

local de l'habitat (un dossier qui, par ailleurs, venait d'être très critiqué par les élus du pays d'Aix), mais aussi le Plan de déplacements urbains. "Cette Métropole n'avance pas", estime Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy-de-Provence, qui mène la fronde contre l'intégration du pays d'Arles: "Nous voulons construire une agglomération unique qui hériterait des compétences du Département en cas de fusion, comme cela s'est fait dans le Rhône."

"Ça risque d'être court pour 2021 si on ne le fait pas tout de suite."

MARTINE VASSAL (LR)

L'édile (divers gauche) a d'ailleurs pu en parler directement avec le Premier ministre: le 12 juillet, Édouard Philippe avait invité huit maires de toute la France pour un "déjeuner privé". "Il m'a dit que rien n'était décidé, que rien n'était tranché, retrace-t-il. Mon sentiment, c'est que la fusion ne pourra pas être faite au 1^{er} janvier 2021. Si elle doit se faire, ce sera au plus tôt au 1^{er} janvier 2022." Une option difficile à envisager, entre élections départementales et présidentiel-

le... "Ça ne se fera pas avant la fin du quinquennat", pronostique un proche du maire de Marseille.

"Ça ne va pas à la vitesse à laquelle on souhaiterait que ça aille, reconnaît Jean-Pierre Serus, ancien vice-président LREM aux transports de la Métropole. Mais je ne rate pas une occasion de rappeler les arguments en faveur de la fusion. C'est une opportunité réelle." Jean-David Ciot, maire PS du Puy-Sainte-Réparate et président du groupe Agir pour la Métropole est beaucoup plus pessimiste: "Alors que tout le monde reconnaît le besoin et la nécessité de faire cette fusion, la confrontation avec les échéances électorales fait qu'il est urgent d'attendre pour le gouvernement; le temps de voir qui va gagner à Aix et Marseille. C'est de la vieille cuisine, c'est un peu dommage. Il y avait une opportunité et un engagement en septembre dernier. Chaque mois de retard est un mois de perdu sur les questions de mobilité, d'attractivité..."

Dès la fin de l'année 2016, il avait déjà, avec quatre autres députés PS, déposé un amendement sur la fusion. Récoltant un refus de Jean-Claude Gaudin et Martine Vassal. Deux ans et demi plus tard, le dossier n'a pas bougé.

Sylvain PIGNOL